

• **Janvier**/**Mars 2023 • Numéro 199** •

Spécial Retraites

… et quelques petits trucs en plus

Edito : Macron, ou le vide pour cacher un dessein

*Par Jean-Luc Gonneau Illustration de Giorgio Griziotti*

*Le président de la République n’est pas avare de discours, même s’il s’est un peu calmé ces derniers temps. Ses discours sont généralement ennuyeux, manquant de flamme (ou alors surjouée, tel un comédien amateur formé par quelque professeur non professionnel dans ce domaine) et de fond, plus un zeste (euphémisme) de condescendance dont il lui est difficile de se départir. Peu d’annonces fortes suivies d’effets, le « Grenelle de la santé » censé mettre fin à la crise de notre santé et débouchant sur quelques mesurettes en étant peut-être l’exemple le plus représentatif. Reconnaissons, car nous savons, au Cactus, demeurer équitables, que certaines conjectures ne lui ont pas rendu la tâche facile : la crise du covid (mais gérée le plus souvent en dépit du bon sens : pas besoin de masque, puis masque obligatoire mais, oups, on n’en a pas assez , puis maintenant on en a trop, confinements où l’on finit par obliger les gens à s’autoriser eux-mêmes à sortir de chez eux, fermetures de lits hospitaliers alors qu’on en manque etc, le tout présenté au final comme un grand succès),,. crise climatique s’accentuant (« Qui aurait pu le prévoir ? », osera récemment notre mini-jupiter, alors que la communauté scientifique annonce le truc depuis des décennies) et la guerre en Ukraine, dont on ne pouvait, en effet, prévoir déroulements et les conséquences, dont, pour une part, et nous y reviendrons, l’inflation,*

*Alors que des services publics majeurs (santé et éducation, mais pas que), que la France brûle, que l’eau vient à manquer, que l’inflation galope, dopée par les superprofits dont le ministre Le Maire affirme « ne pas savoir ce que c’est » (qu’il demande aux patrons du CAC 40, Total en tête, ils lui expliqueront peut-être, mais en toute discrétion, hein) et plombe durement le porte-monnaie des français, dont les salaires augmentent au compte-gouttes, le gouvernement oppose de vagues discours émaillés de quelques plans-rustines dont les effets sont quasi invisibles, le président de la République, lui, n’a qu’une idée en tête : sa « mère de toutes les réformes », celle des retraites. Même une partie du centre et de la droite admet, publiquement ou à mots couverts, qu’elle n’est ni opportune, ni même nécessaire (en tout cas pas celle-là), ni juste, bref, dangereuse. Mais qu’à cela ne tienne, celui que Frédéric Lordon qualifie de « forcené retranché à l’Elysée » persiste. La veille même vote du projet à l’Assemblée Nationale, ses séides, Borne, Véran, Dussopt, Attal, Bergé, mains sur le cœur, assurent que le vote aura lieu. Et boum, le lendemain, le monarque tranche : pas de vote, le 49.3. Le monarque reste impavide : qu’importe s’il exacerbe les colères populaires, ce ne seront pas « ceux qui ne sont rien » qui le feront plier. Et la pauvre madame Borne, qui l’avait quand même un peu cherché lors de ses vaticinations précédentes, en prend plein la tronche, ce que peu chaut au monarque.*



*José Barros, citoyen volontiers facétieux, nous conte l’histoire suivante : « L’autre jour, commentant ces manifestations qui remplissent les rues de toutes les villes de France, un ami me dit qu’il savait déjà qu’avec un vote, on ne résout rien mais aussi que, certainement, também, ce ne sont pas les manifestations qui résolvent quoi que ce soit parce que nous sommes devant un gouvernement et un président de la République somuave ! Je lui demandai ce que voulait dire « somuave ». Il me répondit : ça veut dire SOurd, MUet et AVEugle (1) ». Toujours est-il que des votes, constitution oblige, et c’est dans ce cas heureux, auront lieu dans quelques jours, puisque des motions de censure seront présentées, qui, en cas d’adoption, mettront à bas le projet et le gouvernement. A priori, aujourd’hui 17 mars, deux. La première émanera du Rassemblement National et n’a aucune chance d’être adoptée. La seconde sera présentée par un petit groupe parlementaire centriste emmenée par le célèbre révolutionnaire Charles de Courson, parlementaire expérimenté qui a jugé l’usage du 49.3 inepte et dangereux, dans ces circonstances, dangereux pour la démocratie. Et il a bien raison, Charles. La Nupes, à gauche, a annoncé s’y rallier, et le RN, à droite extrème a dit qu’il voterait toutes les motions de censure. Les calculettes vont rechauffer, le suspense être insoutenable. Allez, pour ce coup-là, tous avec Charles !*

*Il y a lieu cependant de s’interroger sur ce qui motive l’obstination d’Emmanuel Macron au sujet de ce projet de réforme. Sentiment de toute puissance ? Possible, car il est patent que l’humilité n’est pas la caractéristique du personnage, qui n’est utilisée, rarement, dans quelques discours peu crédibles. Mais ce n’est pas suffisant (contrairement à lui). Son argumentaire est public : la réforme est nécessaire pour « sauver la retraite par répartition », et pour ne pas alourdir la dette du pays et rassurer ainsi Bruxelles, et les marchés des capitaux (ça n’est pas dit comme ça, mais pensé très fort). Pour le COR, Conseil d’Orientation des Retraites qui ne passe pas pour un repère d’énergumènes, le quasi équilibre actuel du système actuel n’est pas menacé pour au moins les dix prochaines années : peut-on parler de « sauvetage » ? Et que penser du « sauveteur » ? Rappelons que lors de son premier mandat, Emmanuel Macron avait déjà tenté de « réformer » les régimes de retraite, en y introduisant la retraite par points, système qui aurait généré des fonds de pension, le graal du capitalisme financier, attendu avec gourmandise, pardon, gloutonnerie, par les ogres de la finance internationale dans leur version la plus spéculative. L’irruption du Covid avait stoppé le projet, mais, on l’a vu, Macron est un obstiné lorsqu’il s’agit de défendre le capital (« les riches »). Les colères, l’usure mentale et physique entraînée par la hausse de l’âge de la retraite pour les « sans rien », il n’en a, demeurons polis, rien à cirer. Comme « sauveteur Macron manque de crédibilité, si ? Il a encore quatre ans pour nuire, restons vigilants, avant une post-présidence dorée avec une bonne retraite très anticipée, et des conférences juteuses auprès de ses amis de la phynance, qui lui devront bien ça.*

**Au sommaire de ce numéro**

**Edito : Macron , ou le vide pour cacher un dessein** Depuis le début de son second (et dernier, ouf) quinquennat, Emmanuel Macron s’est distingué par la vacuité de ses discours, poursuivant ainsi sa lancée du premier. On admirera la constance. Mais derrière ce quasi se pointait peut-être un « grand dessein ». **Jean-Luc Gonneau** en dit plus. 

**64 ans ? Borne out !** Comme on le sait, **Yann Fiévet** est toujours sévère, mais juste, avec le président de la République. Il l’est encore à propos de la réforme des retraites, et pas que, et toujours avec des arguments.**.**

La réforme des  retraites, évènement et symptôme Principal animateur du réseau Pratiques sociales, le philosophe Saül Karsz utilise dans ses analyses toute la palette des sciences sociales. D’où une analyse originale de la crise créée par le projet de réforme des retraites. *Illustration du Pas de côté*

Les dessous de la loi des 64 ans : appauvrir les retraités et doper la capitalisation Derrière les bobards des « sauver la retraite par répartition », c’est tout le contraire qui se profile : son étouffement. Patrick Le Hyaric met l’accent sur les énormes enjeux financiers derrière les rideaux de fumées gouvernementaux. *Illustration glanée sur le net par la rédaction*

[Retraites : les régimes spéciaux Sur](https://www.facebook.com/hashtag/chroniquesdur%C3%A8gnedemanulepetit?__eep__=6&__cft__%5b0%5d=AZWMxY44ecR5ZZ88JUbWvczfXDxaS-5b3dqRV64nGbOxmLRjH0tR-89RX15t-kTNoGYYIpfW40eOl6S01xV6sc0FblbX0ixcWs8mXnAv6x14DR6atfclLKRBimkBrthNrCLYdbXQerTyFLoFrNBhfxCyOU1Rna9dGApFNZ5Zb_U-bjMTZ0Lfr2EhdY1ajebZcBbOyeBVPG7n8Dl258lERTgh&__tn__=*NK-y-R)sa page facebook, José Barros poste souvent ce qu’on peut qualifier de billets d’humeur. Et la sienne est souvent facétieuse. Dans celui-ci, il affirme son ferme soutien au projet du gouvernement de supprimer les régimes spéciaux de retraite. Mais pas tous ! *Traduction de João Silveirinho*

Les demeurés de la légitimité Les prosélytes de le réforme macronienne des retraites le clament sur tous les tons : cette réforme est légitime ! Frédéric Lordon, qui pense bien et écrit bien, s’en est ému et se fend dans ce texte d’une brillante réflexion sur la notion de légitimité, arme bourgeoise développée par le presse bourgeoise, qu’il étrille au passage.

**Penser pour l’après-7 mars 2023 : les débats indispensables à mener !****Penser pour l’après-7 mars 2023 : les débats indispensables à mener !** Nous reproduisons dans ce numéro l’éditorial d’Evariste dans le dernier numéro de Respublica, qui donne des pistes pour les actions à mener pour faire échec, quelle que soit l’issue du combat au Parlement, au projet de réforme des retraites.

Les rois du nonsense, L’amour des chiens, L’Art détourné : des dessins ou photomontages cocasses glanés sur le net par Cristina Branco, Mourad Karabagli, Benoist Magnat et José Manuel Neto

**64 ans ? Borne out !**

*Par* ***Yann Fiévet***

« Ce n’est pas la rue qui gouverne ! », proclament régulièrement nos gouvernants. En cela ils se trompent lourdement : la rue n’entend nullement gouverner. En revanche, elle désire se faire vivement entendre en de graves circonstances face aux gouvernants dont elle n’est plus très sûre qu’ils gouvernent vraiment ou dont elle est désormais certaine qu’ils gouvernent par procuration des « milieux d’affaires ». Ainsi elle s’exprime souvent avec un humour provocateur comme en atteste certaines banderoles fièrement déployées lors des actuelles manifestations contre la réforme des retraites. La rue a de l’intelligence. Elle a fort bien compris la réalité profonde du  projet de réforme qui se cache derrière la présentation trompeuse qui en est faite. Et, elle est étonnamment calme, contrairement au Palais Bourbon. Pour le coup, ne serait-ce pas l’Assemblée Nationale qui est à la rue ces temps-ci ?

La rue est un terme global bien méprisant à l’égard des centaines de milliers de nos concitoyens qui défilent sur le pavé des rues des villes petites et grandes depuis le début de l’année et à l’égard des millions de Français opposés à la réforme voulue avec acharnement par Emmanuel Macron. Tous ces gens savent que l’objectif de la réforme des retraites est purement financier : maintenir les dépenses de retraites à leur niveau actuel, en dessous de 14% du PIB. Ce qui entraînera, en raison du vieillissement de la population, une baisse du niveau moyen des pensions par rapport à l’ensemble des revenus du travail. Ainsi, comme le souligne le Conseil d’orientation des retraites (COR), le niveau de vie des retraités diminuera par rapport à celui de l’ensemble de la population. Le crédo du macronisme et de la Commission européenne est que les retraites pèsent d’un poids excessif et contribuent aux déficits publics qu’il convient de réduire à n’importe quel prix.

Quand on analyse en détail l’évolution des comptes publics, on découvre que les causes principales des déficits sont ailleurs. Leur augmentation, ces dernières années, provient d’abord de l’érosion des recettes publiques, dont le poids en pourcentage du PIB n’a cessé de diminuer. De 2007 à 2021, les recettes fiscales de l’État sont passées de 14,2 % à 12,2 % du PIB. Cette érosion est due aux baisses d’impôts et de cotisations sociales, principalement en faveur des entreprises et des ménages les plus aisés. Cette politique anti-impôts s’est accélérée durant le premier quinquennat d’Emmanuel Macron, notamment par la suppression de l’ISF et des impôts de production versés par les entreprises. Cependant, il convient de pousser plus avant l’analyse des comptes publics. Contrairement au discours officiel, largement repris par la plupart  des médias, les retraites sont loin d’être le poste de dépenses publiques dont la progression est la plus forte. Le record est détenu par les aides publiques aux entreprises (APE), dont la croissance a été de 5 % par an en termes réels (hors inflation) entre 2007 et 2021, soit 2,5 fois plus que les dépenses consacrées aux retraite.

Les APE – subventions publiques, crédits d’impôt et baisses de cotisations sociales patronales – posent pourtant un double problème. D’une part, il est reconnu qu’elles sont peu efficaces. Ainsi en est-il des baisses de cotisations sociales permises par le crédit d’impôt pour la compétitivité et l’emploi (CICE), qu’Emmanuel  Macron a pérennisé. D’autre part, les APE contribuent à déséquilibrer les comptes de l’État et de la protection sociale, dont font partie les retraites. Dans sa volonté farouche  d’imposer l’austérité à l’assurance-vieillesse ainsi qu’aux services publics, le gouvernement s’oppose à tout débat sur la pertinence des APE, dont le poids est devenu exorbitant, estimé à 160 milliards d’euros par an, soit 6,4% du PIB, bénéficiant surtout aux grandes entreprises. Il y a donc bien deux poids, deux mesures : on protège le capital et on sacrifie le travail. Dans le capitalisme néolibéral la production de profit dépend intrinsèquement de la déconstruction des protections sociales. En l’absence de gains de productivité suffisants, le travail doit être toujours plus pressuré. Voilà bien le sens de la succession des différentes réformes adoptées à marche forcée, en particulier celle des retraites, qui n’est que la poursuite des réformes du marché du travail ou de l’assurance-chômage.

Les atermoiements d’Elisabeth Borne tentant désespérément d’expliquer l’inexplicable cache le fait que nous sommes donc bel et bien confrontés à un choix de société.  Elle a choisi d’endosser la responsabilité de la réforme des retraites devant le Parlement afin de boucher un trou de dix milliards d’euros tandis que le Président de la République annonce une enveloppe de quatre-cents milliards en sept ans pour « nos  armées » ! Un autre signe confirme cette orientation : le budget de l’Etat adopté cet automne prévoit la création de 4500 emplois de militaires ou policiers et seulement 2500 emplois d’enseignants en 2023. Pour reprendre une image chère à Pierre Bourdieu on durcit la main droite de l’Etat tandis que l’on affaiblit sa main gauche. De fait ce constat renvoie à l’évolution du régime de la Ve République, où les élites dirigeantes ont fait le choix de transformer le modèle social français dans un sens néolibéral. Depuis les années 1980, cela consiste à épouser les intérêts et respecter les prérogatives des milieux d’affaires, en démantelant pas-à-pas l’État social bâti au cours du siècle dernier. Ce faisant,  les droits et les capacités d’agir des citoyens ont été remises en cause de manière de plus en plus visible et profonde. Ceux-ci ont exprimé à de nombreuses reprises leur résistance à cette évolution. Mais comme l’Etat estime ne plus avoir les moyens de leur accorder des concessions, en raison de l’affaiblissement de l’économie capitaliste, il retourne contre les citoyens ordinaires toutes les armes que lui donne la Constitution. Ainsi, le pouvoir exécutif dispose des moyens de se retrancher dans les institutions et d’y produire des décisions, sans aucun égard pour les légitimités s’exprimant en dehors des échéances électorales.

Il ne suffit donc pas de proclamer que « la réforme est nécessaire » après avoir prétendu qu’elle était juste. Encore faut-il montrer ce qui, au fil des quarante dernières années, l’a rendu nécessaire et dire surtout qu’elle peut être financée autrement qu’en faisant travailler deux ans de plus les salariés les plus modestes. Il ne suffira pas qu’Elisabeth Borne s’en aille après avoir éventuellement échoué à faire adopter la réforme du Président. Ce n’est pas le fusible Borne qui doit sauter. C’est le projet de réforme qui doit passer à la trappe. Emmanuel Macron est-il en mesure de comprendre que l’opposition à sa réforme est profondément ancrée dans la société ? Lui et ses lieutenants brandissent facilement le mot légitimité. Eh bien, désormais la légitimité est dans la rue. Elle gronde pour la défense des conquêtes sociales d’hier et pour l’avenir de la dignité de tous ceux qui luttent vraiment pour faire triompher la justice sociale. Le printemps approche à grands pas. Il promet d’être chaud !

Les Rois du Nonsense 1

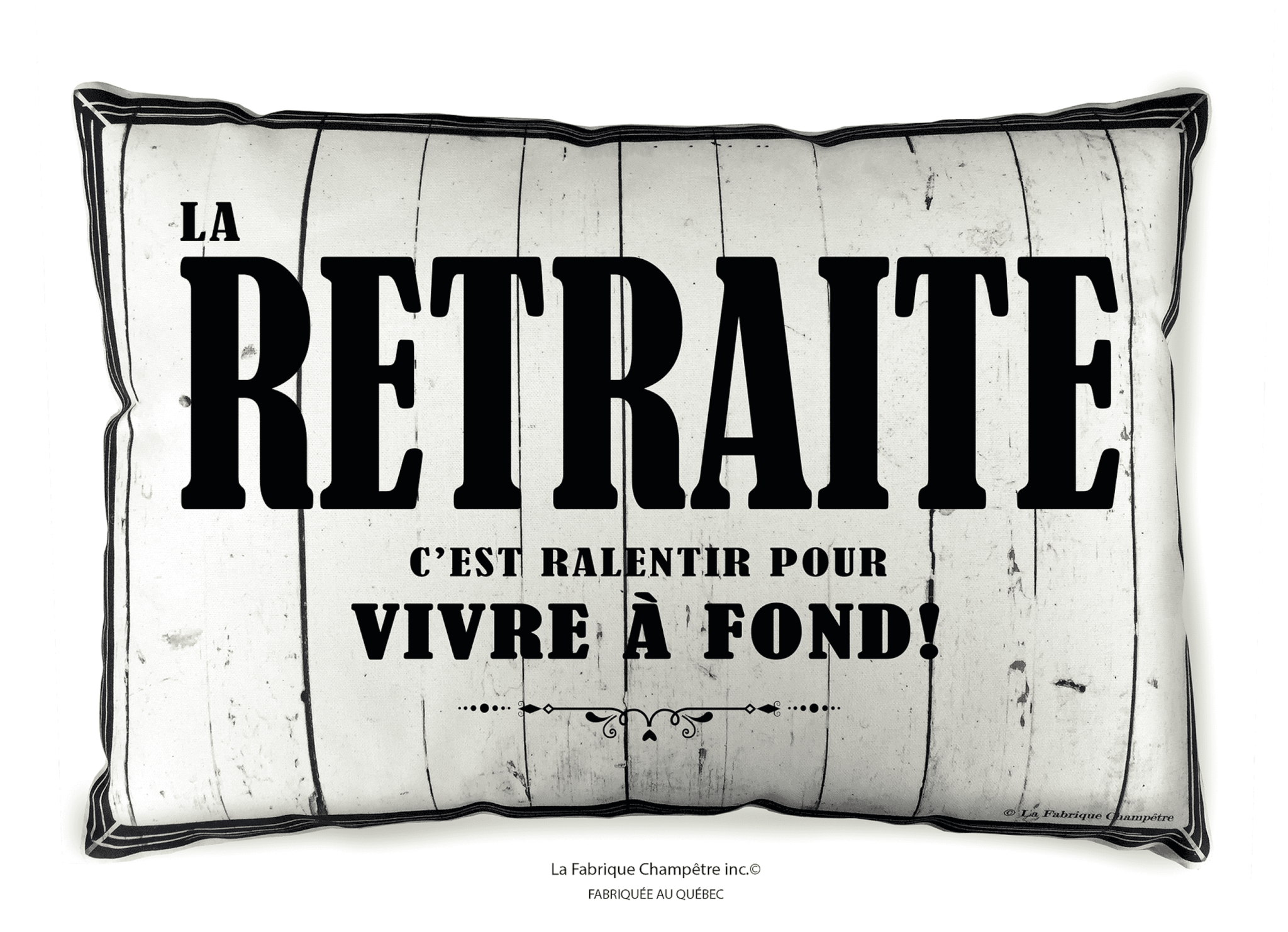
*Par Alex Howitt Glané sur le net par José Manuel Neto*



La réforme des  retraites, évènement et symptôme

*Par* ***Saül Karsz***

**Evénement**, la réforme marque un nouvel épisode dans l’emprise néolibérale sur les sociétés contemporaines. Elle est tenue d’être autoritaire, ne peut guère céder aux revendications des classes moyennes et populaires car les enjeux sociaux sont trop graves, la conjoncture de plus en plus difficile, maintenir la situation respective des différentes couches et classes sociales les unes vis-à-vis des autres de plus en plus étriqué. La surdité des promoteurs de cette réforme est proportionnelle à leur écoute attentive des marchés. Moderniser la société, soit la rendre encore plus libéralement compatible, est à ce prix.



**Symptôme**, cette réforme qui ajoute deux ans à la période de travail obligatoire (sic) pour les salariés en leur enlevant par là même autant de temps et d’énergies consacrés à d’autres activités, ne se réduit pas à son volet comptable, ni même économique. Telle est sûrement la seule certitude partagée par partisans et adversaires de la réforme. D’après ce qu’on peut savoir au travers du maquis enchevêtré de mensonges et autres *fake news,* sauver les finances publiques n’est pas nécessaire puisque celles-ci se portent suffisamment bien : en attestent les aides faramineuses octroyées aux entreprises, la plupart sans contrepartie, pendant la période Covid. Ce sont des modes de vie qui sont en jeu, la tenue des multiples services essentiels offerts à la communauté, l’accès à certaines activités, à certains droits et devoirs, la possibilité de plaisirs et de jouissances constamment différés. D’un point de vue statistique, allonger de 2 ans la vie au travail réduit d’autant l’espérance de vie des classes populaires. Bref, nous sommes aux prises avec une ***réforme existentielle***. S’agirait-il du « nouveau monde » promis jadis par le président de la République ?

**Evénement et symptôme**, cette réforme dit qu’il n’y a pas de droits acquis pour toujours, de situations irrévocablement pérennes, de liens individuels et collectifs muséifiés. Même les classes possédantes se doivent d’accroitre régulièrement leurs richesses, d’étendre sans cesse leur emprise. Obligation est faite à tout un chacun de choisir son camp, d’un côté ou de l’autre : choix polarisé, extrême, drastique, parce que tels sont les temps que nous vivons. Autant dire que de ce qui arrive, et de ce qui n’arrive pas, nous restons irrémédiablement co-responsables.

*Article paru dans* *https://www.pratiques-sociales.org*

Les Rois du Nonsense 2

*Glané sur le net par Benoist Magnat*



Les dessous de la loi des 64 ans : appauvrir les retraités et doper la capitalisation

*Par* ***Patrick Le Hyaric****. Illustration glanée sur le net par* ***Idalio Bruno***

On ne peut comprendre l’acharnement du pouvoir macroniste et de la droite à faire passer en force leur contre-réforme des retraites, sans l’inscrire dans le projet global du capitalisme français qui cherche à dépasser ses contradictions en poussant la financiarisation du pays. Ainsi les ordonnances défaisant une partie du Code du travail, la réduction des droits des privés d’emploi avec la contre-réforme de l’assurance chômage, la baisse régulière de la fiscalité du capital, l’injonction faite à la recherche fondamentale de se mettre au service des entreprises privées, et maintenant la contre-réforme des retraites participe du même projet d’élargir encore et toujours la sphère marchande et les sources de profit.

Un projet dont on trouve l'expression nette dans la loi de 2019 dite « plan d’action pour la croissance et la transformation des entreprises » (loi PACTE). L’un des principaux chapitres de cette loi porte sur le développement de « l’épargne retraite ». On se souvient qu’en juin 2019 le grand fonds financier nord-américain BlackRock, par ailleurs actionnaire de plusieurs des entreprises françaises cotées en bourse, formulait au gouvernement un reproche en forme de conseil : le niveau de l’épargne retraite en France est beaucoup trop faible, constatait-il, et il faut radicalement l’augmenter. Il ne représentait en effet “que” 130 milliards d’euros d’encours, s’offusquait BlackRock. Grâce à la loi Pacte, le montant s’est élevé à 220 milliards. Mais ces vautours le jugent encore dramatiquement bas comparé à nos voisins européens. La loi PACTE visait donc à ouvrir la porte aux grandes sociétés de fonds financiers et de gestion pour qu’ils puissent prendre pied sur « le marché français de la retraite » comme l’appellent banquiers et assureurs. Bref, pour nos fondés de pouvoir du capital, le financement des retraites doit devenir un nouveau « marché ». Dans celui-ci, chaque travailleur épargne s’il le peut pour constituer sa propre retraite en brisant le projet d'Ambroise Croizat ; celui d’une retraite conçue comme un salaire continué plaçant chacune et chacun en « sécurité sociale » au-delà de la période du travail.

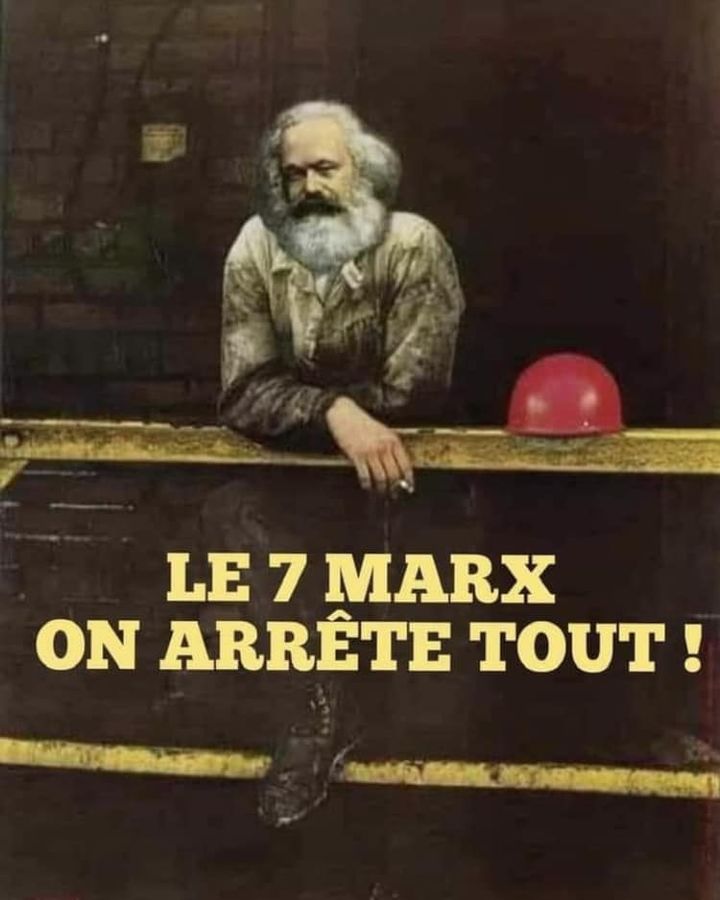
La loi Pacte ouvrait donc les vannes de la retraite par capitalisation. Un système où n’accèdent à une retraite digne de ce nom que celles et ceux qui peuvent se la payer. C’est ce qui sous-tendait la précédente contre-réforme macroniste des retraites, pourtant adoptée à l’Assemblée nationale par le système antidémocratique du 49-3 le 4 mars 2020, mais mise à bas par le mouvement social et la survenue de la pandémie de Covid. À l’époque, les applaudissements trop bruyants des mandataires de BlackRock, alléchés par les gains à venir, avaient contribué à éclairer nos concitoyens et à faire rejeter ce projet. Cette fois, le syndicat des rapaces de la finance constitués des fonds privés, des grandes banques et des compagnies d’assurances, a donné l’ordre de rester plus discret afin de ne pas éveiller les soupçons sur la nature de classe de la présente contre-réforme. Tout juste trouve-t-on quelques saillies de leur porte-voix dans les pages « tribunes » du Figaro ou dans celles des Échos, ou du journal "pro-business" revendiqué l’Opinion. Pourtant, tel est le projet.

Plus le pouvoir répète qu’il fait cette contre-réforme pour défendre le système par répartition, plus il faut entendre qu’il a entrepris d’en sortir pour offrir la manne des retraites et de la Sécurité sociale sur un plateau d’argent aux fonds financiers. Les ronds-de-cuir des cabinets de conseils formés aux États-Unis, et quelques hauts fonctionnaires de l’État profond s’appuient sur l’analyse du conseil d’orientation des retraites selon lequel "le taux de remplacement", c’est-à-dire la part de son ancien revenu que l’on perçoit en retraite, continuera de diminuer. Le nouveau système de calcul de l’assurance-chômage, le développement de l’emploi précaire, le refus d’améliorer substantiellement l’emploi « des séniors » accélérera encore le phénomène. Et la dureté des conditions de travail dans une multitude de professions obligera des millions de salariés épuisés, à sortir du travail pour demander leur retraite avant 64 ans, sans avoir acquis la totalité de leurs annuités. Ils subiront donc une importante décote, c’est-à-dire un “taux de remplacement” diminué, avec pour résultat une faible retraite qui leur fera beaucoup perdre en niveau de vie. C’est pour cela qu’est valorisée l’idée de retraite « supplémentaire », autre nom pour parler de la retraite par capitalisation.

M. Le Maire est sommé de ne pas répéter pour l’instant ce qu’il avait dit le 1 octobre 2019 : « L’épargne retraite doit devenir un produit phare de l’épargne des Français ». Ce signal d’encouragement envoyé aux “bancassurances” et aux marchés financiers les avait rendus si bruyamment euphoriques que des millions de nos concitoyens avaient saisi la manipulation, et découvert le pot aux roses. Les ministres sont donc sommés de faire attention, d’être plus lisses et de répéter la même fable à laquelle ils ne croient pas eux-mêmes comme en témoignent les charretées de contre-vérités et d’approximations qu’ils servent chaque matin. Pourtant tous les documents de travail cachés du pouvoir et des fonds financiers sont parsemés de la nécessité « d’accroitre les encours de l’épargne retraite » par « la baisse du taux de remplacement et l’attractivité fiscale ». La loi Pacte prévoit plusieurs dispositifs pour y parvenir : les abondements comme les primes, la diminution de la cotisation employeur, et les faux-nez agités ces jours-ci de «la participation» ou de «partage de la valeur» pourront servir à l’épargne retraite obligatoire tout en permettant une baisse d’impôts, au détriment des salaires et de la retraite par répartition. Il s’agit aussi d’intégrer les salariés en défiscalisant une partie de leur épargne retraite. Défiscalisations qu’ils paieront cher en diminution de services publics de la santé ou de l’école, en réduction de moyens pour une transition écologique garantissant la souveraineté industrielle et agricole. Enfin, les institutions européennes exigent que l’épargne retraite devienne un élément clé de «l’unification du marché des capitaux». Elles semblent pressées à cause de la guerre intra-capitaliste que se livrent les capitalismes nationaux sur fond de guerre en Ukraine et de soumission encore plus grande aux États-Unis qui multiplient les dispositifs protectionnistes alors qu’ils exportent en Europe leurs armes, leurs médicaments, leur pétrole et leur gaz de schiste tout en accentuant la domination du dollar sur la monnaie européenne.

Et, voici qu’en route vers le sénat le projet de contre-réformes s’enrichit d’ajouts visant à revenir à la précédente loi pour passer à la retraite par points. Ce que nos bons apôtres de la finance appellent «un régime universel».

Les enjeux sont donc énormes pour le capitalisme financiarisé. Énormes aussi pour les travailleuses et les travailleurs et pour les générations futures. Voilà pourquoi le président de la République veut passer en force dans le cadre d’une alliance avec la droite. Nous aurions tort de suivre leur petit doigt pointant les chahuts à l’Assemblée nationale. Cela ne sert qu’à masquer le grave méfait de classe qu’ils veulent commettre. Un seul article de la loi les préoccupe vraiment : l’article 7, celui qui acte le recul de l’âge de départ en retraite et l’augmentation de la durée de cotisation. Celui donc qui permet de porter un coup au système de retraite par répartition au profit de la capitalisation et son corollaire : la multiplication du nombre de retraités pauvres. Le fait que cet article n’ait pas été voté le rend illégitime juridiquement et laisse la place à la force de la légitimité populaire qui refuse à la quasi-unanimité la loi des 64 ans. Les sénateurs de gauche et écologiste, dans un rapport de force défavorable, auront à cœur de se faire les relais du mouvement populaire en cours et de révéler les véritables raisons du projet en cours, tout en démontrant qu’on peut réellement améliorer les retraites par répartition, améliorer et élargir la sécurité sociale, porter la nécessité du relèvement substantiel des salaires et de progresser vers un vrai plein emploi et l’accès à un travail de qualité pour chacune et chacun, dont l’utilité et la qualification soient reconnues notamment par des salaires augmentés. Les mots du président de la République selon lesquels il faut “travailler plus", sont un vulgaire appel à accepter le renforcement de l’exploitation capitaliste pour celles et ceux qui sont à la tâche tandis que des millions de travailleuses et travailleurs sont privés d’emplois parce que le capital détruit la production et le travail. Il en serait autrement si le travailleur était maitre de son travail et de la nature de la production. De cela, les fondés de pouvoir des puissances d’argent ne veulent pas parler.



Le gouvernement a engagé ce rapport de force contre l’immense majorité du peuple qu’il est censé représenter. C’est ce peuple dans sa diversité qui lui répond et doit faire de la journée d’action du 7 mars un mouvement exceptionnel pour le retrait de ce texte. Y parvenir c’est le moyen de défendre un grand conquis historique élaboré par un ministre communiste. C’est éloigner les fonds vautours pressés de s’accaparer les richesses produites par les travailleurs pour détruire la solidarité sociale et nationale. C’est aussi, sans attendre,la Sécurité sociale que lorgnent les grandes compagnies internationales d’assurances. Notre unité est notre force pour un enjeu de civilisation

*Article paru dans la Lettre internet de Patrick Le Hyaric*

.

Art Détourné

*Glané sur le net par* ***Cristina Branco***

Tu es amoureuse ou tu es solitaire ? 

* J’ai la gueule de bois

[Retraites : les régimes spéciaux](https://www.facebook.com/hashtag/chroniquesdur%C3%A8gnedemanulepetit?__eep__=6&__cft__%5b0%5d=AZWMxY44ecR5ZZ88JUbWvczfXDxaS-5b3dqRV64nGbOxmLRjH0tR-89RX15t-kTNoGYYIpfW40eOl6S01xV6sc0FblbX0ixcWs8mXnAv6x14DR6atfclLKRBimkBrthNrCLYdbXQerTyFLoFrNBhfxCyOU1Rna9dGApFNZ5Zb_U-bjMTZ0Lfr2EhdY1ajebZcBbOyeBVPG7n8Dl258lERTgh&__tn__=*NK-y-R)

*Par* ***José Barros.*** *Traduction de****João Silveirinho***

L’un des paragraphes les plus débattus dans ce nouveau projet de loi dur les retraites que le gouvernement veut corriger est celui que le gouvernement dit vouloir en finir avec les régimes spéciaux … mais les syndicats sont contre ! Les syndicats disent que les régimes spéciaux sont le résultat des luttes que ces travailleurs ont livrées et qu’ils ne doivent pas être supprimés ! Si nous ne voulons pas qu’existent des inégalités, nous devons favoriser ceux qui ont moins de droits pour en obtenir plus et non baisser les droits de ceux qui en ont obtenu davantage : il faut donner plus droits à ceux qui en moins et non couper les droits à ceux qui en ont obtenu plus.

Je n’ai pas suivi les débats à l’intérieur des organisations syndicales mais si le gouvernement dit vouloir supprimer les régimes spéciaux, je suis d’accord avec lui pour en finir une fois pour toutes avec quelques régimes spéciaux. Par exemple, si le gouvernement veut revoir les retraites des ex-présidents, des ex-députés, et autres ex de quelque chose qui réussissent à bénéficier de régimes qui me semblent injustifiés, c’est sûr que je suis pour ! Qu’il baisse ces privilèges, qu’il baisse ces retraites excessives. Le régime des présidents de la République, celui là, oui, est un régime très spécial que le gouvernement ferait très bien de réformer. Très bien, je trouve.

Ah ! celui des sénateurs aussi, celui des sénateurs aussi, j’allais oublier celui des sénateurs ! Oh, messieurs des syndicats, alors, le gouvernement ne devrait-il pas mettre les mains dans le cambouis pour corriger ces choses ? Bon sang, en période de crise, il faut penser à revoir ces privilèges !

Les demeurés de la légitimité

*Par Frédéric Lordon*

*Ce texte, développement d’une intervention faite à l’occasion d’un meeting de Révolution Permanente, revient en longueur sur une question sans doute décisive dans la période, la question de la légitimité, ou plutôt des légitimités : celle de l’élection, celle du mouvement social. Ça se passe sur France 5, chaîne de l’exigence du service public, a fortiori en fin de soirée, dans une émission de débats distinguée et policée.* On parle du mouvement social. Nicolas Framont tente d’expliquer que le vote n’est pas la source unique de toute légitimité politique. Évidemment c’est peine perdue. Enfin pas complètement : il y a au moins du spectacle. Car c’est une fête de l’esprit. À part le vote, *« il n’y a pas d’autre possibilité »*, et d’ailleurs *« c’est comme ça »* : d’un coup d’un seul, Laure Adler a lâché tout ce qu’elle avait. Et ça a donné ça.

Cependant Framont persiste. Le vote n’est *qu’une* des voies de dévolution de la légitimité, il y en a *d’autres*, et la contestation sur les retraites peut, elle aussi, *en revendiquer une*. Un plan de coupe assassin nous montre Laure Adler superposant sentiment de l’évidence offensée et grommellement d’incompréhension. En fait c’est trop pour elle, sa pensée commence à partir en béchamel. On lui propose un autre monde mais au prix de l’erreur-système ; on zoomerait sur ses yeux, on verrait les sabliers bloqués.

L’isoloir sinon rien

Il n’est pas un lieu de l’éditocratie où cette pensée ne soit vérité d’évangile : le vote à l’isoloir comme horizon indépassable de la « démocratie ». On comprend assez bien pourquoi : le vote, prétendument moyen de la participation, est en fait l’instrument de la dépossession, et rien n’est plus important que de préserver le magistère des dépossesseurs — les éditorialistes notamment qui, se croyant gouvernants des opinions, s’identifient imaginairement aux gouvernants tout court. Et puis le vote, c’est la compétition électorale, la tambouille partidaire, les sondages, les alliances, les trahisons, les combinaisons, « les égos », les coulisses pour « informés », les sources et les confidences, le paradis du journalisme dinatoire — le vide et l’insignifiance. Il y a peu de médias où le « service politique », lieu supposé de l’élite locale, généralement vivier à futurs éditorialistes, ne soit un concentrât hors pair d’indigence intellectuelle.

Logiquement, depuis l’éditocratie, Macron est *pleinement* légitime *puisqu*’il a été élu (peu importe comment). Il a donc titre à faire *tout ce qu’il veut* — et notamment à massacrer les retraites — pourvu que ce soit *dans les formes*. Mais ici les formes lui donnent à peu près toute latitude. Tout ce qui s’y opposera par des voies autres que procédurales tombera de fait dans le barbarisme politique. Fétiche de la procédure. Il n’y a qu’une source de légitimité : la procédure électorale. Framont tente de réexpliquer l’idée de fragilité du mandat. Laure Adler : *« Mais c’est un vote quand même ! »*. Karim Risouli : *« Il est arrivé en tête au premier tour ! »*. Ruffin, même tentative sur France Inter, Salamé, mêmes mots exactement, harmonie des esprits, cette fois cependant à la limite de l’aboiement : *« Qui est arrivé en tête au premier tour ? Qui est arrivé en tête ? C’est Jean-Luc Mélenchon, qui est arrivé en tête ? »*. Sondages contre à 75 %, manifestations à millions : aucune importance. Rien ne compte que le suffrage, et seul le suffrage fait titre.

Dire « légitimité » — et ne pas savoir ce qu’on dit

En politique, le formalisme juridique est l’asile de la bêtise. S’obstiner à penser la légitimité par la seule dévolution procédurale (du suffrage), c’est la certitude de ne rien comprendre à tout ce qui fait la politique en son sens le plus haut : les surgissements. Les faces ahuries devant les « gilets jaunes » sont encore vives dans les mémoires, et c’est toujours un exercice réjouissant que d’imaginer Apolline de Malherbes ou Nathalie Saint-Criq commentant un live depuis la Bastille le 14 juillet 1789. L’éditorialiste du *Monde* et Thomas Legrand également auraient renâclé à tant de *désordre* et d’*irrégularité* : après tout, le Roi n’était-il pas entièrement légitime ? Sa procédure de dévolution à lui n’était certes pas le suffrage mais le lignage, ça n’en est pas moins une procédure, en tout cas une règle. Et s’il diffère en *à peu près* tout du droit constitutionnel, le droit divin est bien un droit de son genre — une forme, non un pur arbitraire.

« En à peu près tout », donc, tout de même : avec un élément commun. Un élément quasi-auraïque, celui, précisément, qui fait dire dans les deux cas « légitimité » — sans savoir ce qu’on dit. Derrière les auras, suggèrent les sciences sociales, on trouve toujours la même chose : les croyances. La nature sociale de la légitimité est d’être de l’ordre de la croyance. Les onctions de la légitimité ne sont pas autre chose que celles de la croyance. La mise en forme dans une procédure légale n’y change rien : c’est la procédure elle-même, son pouvoir de dévolution, qui devient l’objet « intermédiaire » de la croyance. L’« élu », au double sens du terme, n’est tel que soutenu, en dernière analyse, par de la croyance : croyance en la validité de la forme qui a fait son élection.

On comprend qu’il soit de la plus haute importance de reproduire la croyance : tout l’ordre politique y est suspendu. C’est dire la fragilité de l’édifice. Car toute croyance admet son point de ruine. Qui s’atteint toujours pour la même raison : parce que les bénéficiaires de la croyance ont *abusé*, parce qu’ils sont allés *trop loin*. En 1789, la croyance dont se soutenait la légitimité du droit divin s’effondre. Dans la crise organique du capitalisme contemporain, la croyance en la dévolution électorale de la légitimité est en cours d’éboulement. Comme la pensée de ceux qui ne connaissent aucun autre principe politique. Alors on les voit hagards et stupéfiés, l’esprit qui patine, sans plus la moindre prise sur les événements en cours. Dans une révolution, les dominants finissent hébétés d’avoir été renversés, mais *surtout sans avoir rien compris*. J’ai juste suggéré qu’ils mangent de la brioche, qu’est-ce qui leur a pris ? Je leur ai proposé des exosquelettes ou bien de traverser la rue, quelle mouche les a piqués ? Ce pourrait être une définition plus générale de la crise organique : quand le cadre formel des règles et des procédures ne suffit plus à contenir ce qu’il avait à réguler. Tautologiquement, *ça déborde*. De là l’inanité des rappels au cadre — *« Mais c’est un vote quand même ! »*, *« Qui est arrivé en tête au premier tour ? Qui ? »*. Précisément parce que le cadre — la croyance en la validité du cadre — est en train de partir en sucette.

La faillite des institutions

Il n’y a en réalité aucun mystère : la croyance en les institutions s’effondre parce que les institutions ont fait faillite — et qu’il n’est simplement plus possible d’y croire. Promesse formelle de médiation entre les gouvernants et les gouvernés, il y a belle lurette qu’elles ne médiatisent plus rien, font même le contraire de ce qu’elles étaient supposées faire : elles bétonnent la séparation. Voilà d’ailleurs où en sont, inconscients et aveugles à tout, les fanatiques du pouvoir légal-seul-légitime, éditorialistes embarqués compris : à scruter les marchandages avec Les Républicains pour pouvoir célébrer comme une conclusion « incontestablement démocratique » que le 49.3 aura été évité… Le niveau de « la démocratie » n’en finit plus de s’effondrer.

En haut, plus rien ne parvient, et symétriquement plus rien n’écoute, plus rien n’entend, surtout plus rien ne répond — autrement qu’à la manière de ce que les Anglais appellent délicieusement *paying lip service* : s’acquitter du devoir de dire quelque chose en faisant juste le mouvement avec les lèvres — et en ne disant rien. Enfin rien de consistant, sinon un mélange de dénégations et d’antiphrases : « La réforme est juste », « Nous sommes à l’écoute », « Nous entendons les inquiétudes », « Nous sommes attentifs à l’emploi des seniors ». La pathologie politique de la séparation prend un tour critique dans la Ve République quand des institutions, au naturel déréglées, tombent aux mains d’un individu spécialement déréglé. Toutes les tendances du régime, pourtant observables dès sa naissance, s’y trouvent portées à un point d’aggravation inouï — le point d’abus qui prépare les ruines.

Destruction du langage, destruction du débat

C’est que l’individu en question a passé le cap du *lip service* ordinaire, et fait entrer la parole politique dans un registre absolument inédit. Par exemple, il a d’abord dit : *« Est-ce qu’il faut faire reculer l’âge légal qui est aujourd’hui à 62 ans ? Je ne crois pas. Tant qu’on n’a pas réglé le problème du chômage dans notre pays, franchement ça serait hypocrite »*. Puis il a dit : *« La réforme des retraites est indispensable, elle est vitale »*. Il a d’abord dit : *« Nombre de nos compatriotes ont voté pour moi, non pour soutenir les idées que je porte mais pour faire barrage à l’extrême-droite. J’ai conscience que ce vote m’oblige à l’avenir »*. Puis il a dit : *« On ne peut pas faire comme s’il n’y avait pas eu d’élections il y a quelques mois. C’est une réforme qui a été démocratiquement validée »*.

C’est sans rapport direct avec les retraites mais utile à cerner ce dont il s’agit : faisant sans cesse écrire par des journalistes de service sa détermination à *« contrer le Rassemblement national »* (RN) et sa candidate, il organise un séminaire gouvernemental qu’il conclut en ces termes : *« C’est moi qui l’ai affrontée deux fois. En 2027, je ne serai pas candidat, je ne serai donc pas comptable de ce qui arrivera »*. On n’est donc pas plus étonné de l’entendre dire : *« C’est ma marque de fabrique, j’ai toujours dit la vérité aux gens »*. Dans quel monde entièrement psychique, séparé de toute réalité, cet homme vit-il ? Comment peut-on continuer à envisager ce qui sort de sa bouche autrement que comme de purs et simples phénomènes sonores ?

Il est assez évident qu’on n’a plus affaire au mensonge politique ordinaire, le mensonge pittoresque et bonasse à la Pasqua pour qui les promesses n’engagent que ceux qui les reçoivent, ou pétant de santé à la Chirac déclarant sitôt élu en 1995 *« Vous allez être étonnés de ce que je vais mentir »*. Le menteur sait parfaitement qu’il ment. Macron, lui, est possédé par ses vérités du moment. Nous avons affaire à un individu pour qui les mots n’ont aucune signification stable ni aucune valeur, sinon une valeur de plaisir quand il les fait sortir de sa bouche. Nous avons affaire à un individu qui a détruit le sens des mots, donc la condition de possibilité de toute discussion. S’il est vrai que la politique « démocratique » c’est d’abord de la parole ou, comme on dit, « du débat », que reste-t-il du « débat », et en définitive que reste-t-il de cette politique, quand la parole a été à ce point éviscérée ?

Ce que le psychisme de Macron comprend du mot « débat » est devenu évident à l’occasion des « gilets jaunes » avec, précisément, le « Grand débat », instantanément transformé en Gros monologue. Ou bien avec la Convention citoyenne pour le climat, assurée (avant) que toutes ses propositions seraient inconditionnellement retenues, invitée (après) à aller se faire cuire le fondement. On mesure combien l’éditocratie est le dernier bastion de la croyance au « débat démocratique », dont elle voit pourtant la condition essentielle méthodiquement détruite sous ses yeux, mais sans en tirer la moindre leçon. Il est vrai que dans son cas, le « débat démocratique » n’a réellement de valeur que s’il parvient toujours aux mêmes conclusions. Il lui suffit donc que les conclusions soient maintenues pour que le débat soit réputé avoir eu lieu.

Un forcené est retranché

Par un argument *a fortiori*, on comprend que le hors-débat, à quoi se résolvent nécessairement tous ceux qui ont fait depuis si longtemps l’expérience de la destruction du débat, on comprend que ce hors-débat inspire à l’éditocratie de tels mouvements d’horreur. Quelle autre possibilité reste-t-il pourtant quand, trônant sur les ruines du langage, le forcené est au surplus retranché dans les institutions de la Ve, depuis lesquelles il peut faire ce qu’il veut. Comment imaginer que des manifestations République-Nation pourraient lui tirer le moindre battement de cil ? Serions-nous 5 millions dans les rues, il continuerait droit devant lui, le regard halluciné.

À la jointure du débat et du hors-débat, la manifestation pourtant est un signe. Mais son efficacité ne peut être que symbolique. C’est dire qu’elle suppose « en face » un dirigeant qui possède encore quelque moralité commune avec les dirigés — et soit capable de recevoir le signe. Par exemple, dans les années 1970, les salariés japonais faisaient grève en continuant de travailler, mais avec un brassard signalant leur état de gréviste. Les brassards faisaient de l’effet parce que le patron en reconnaissait le signe, et ouvrait immédiatement les négociations dès qu’il les voyait apparaître. Imaginons la scène « à la française » : « Je vous ai entendu, je suis à l’écoute, continuez bien de travailler — bande de cons ». Dans le macronisme, c’est-à-dire à l’étage supérieur de cette porcherie morale qu’est devenu le capitalisme finissant, la manifestation (pacifique) est devenue littéralement insignifiante — et il n’est plus à la portée d’aucun nombre de manifestants de la tirer de ce néant. Il n’y a qu’une conclusion à en tirer : puisque, jusqu’au signe « manifestation », le langage a été annulé, et avec lui la force du dialogique, il n’y a plus que la force matérielle à faire connaître au forcené pour lui faire lâcher prise. Au reste, les professionnels de ces situations le savent bien : un forcené, ça se déloge. Au minimum ça se débranche.

Tirer la prise

Il n’est aucune objection rationnelle qui viendra à bout de ceci que, le débat démoli, il s’ensuit qu’il ne peut plus survenir quoi que ce soit en politique qu’en passant par le hors-débat. C’est ce que les « gilets jaunes » avaient *parfaitement* compris. Si admirable ait il été, l’une des faiblesses de leur mouvement tenait cependant à son éloignement de la production et du salariat. Tel n’est pas le cas dans la situation présente, qui offre une occasion sans pareille de se souvenir que le pouvoir logistique, le pouvoir sur les flux vitaux du capitalisme, l’énergie, les transports, les docks, est *dans la main des travailleurs*. Pour qui le détient *concrètement*, le pouvoir logistique est aussi un pouvoir d’embolie : pouvoir de tout mettre *à l’arrêt*.

Que l’économie soit à genoux d’être embolisée, d’une certaine manière le forcené s’en fout. Un qui ne s’en fout pas, c’est le capital. En temps ordinaire, le capital laisse faire son fondé de pouvoir qui se prend pour le pouvoir mais, quand ça devient nécessaire, sait lui rappeler le sens des hiérarchies, entre le pouvoir qui fonde et le pouvoir qui est fondé. En 2019, pendant les « gilets jaunes », ce sont les patrons, terrorisés, qui appellent l’Élysée pour qu’on lâche du lest et *que ça s’arrête*. Il n’en ira pas différemment cette fois-ci au moment où le capital exigera qu’on cesse de sacrifier son roulement au point d’honneur du forcené. S’il s’agit de le débrancher, voilà donc tout le sel de la situation présente, qui ajouterait à l’agrément général : on peut faire tirer la prise par un « autre », et pas n’importe lequel : par le Medef. Pour qu’on en arrive là, il faudra que le coût du blocage lui ait été rendu intolérable, ce qui suppose : 1) la grève reconductible, et même la GDI, la grève à durée indéterminée ; 2) concentrée et simultanée dans tous les secteurs névralgiques. Donc 3) des caisses de grève surarmées auxquelles contribueraient tous ceux qui, un peu plus loin du front, n’ont pas besoin d’abandonner du salaire à l’employeur en « grèvant » pour rien, mais pourraient reverser aux caisses l’équivalent de leurs journées « auto-grèvées ».

La presse bourgeoise

Il ne faut pas s’y tromper : du moment où cette ligne sera perçue comme telle, du moment où l’affrontement commencera *vraiment*, avec les moyens que l’affrontement requerra, toute la presse bourgeoise se déchaînera à nouveau. Pour l’heure, elle tolère à peu près que nous marchions à 2 millions dans les rues, pourvu que ce soit bien gentiment et qu’il n’en soit tenu aucun compte. Mais voilà ce qu’elle ne tolérera pas : une déduction logique — celle qui conduit à la conclusion qu’il n’y a pas d’autre voie pour faire plier le forcené que de sortir du cadre et de *mettre à mal l’économie*. Il n’est pas de lutte sociale qui ne soit une lutte contre la bourgeoisie, et, à peu de choses près, la presse n’est pas autre chose que l’organe, pour partie inconscient, de la bourgeoisie. Par conséquent une lutte sociale prend nécessairement le caractère secondaire d’une lutte contre la presse bourgeoise. Dès qu’une lutte de cette sorte produit le moindre inconfort pour la bourgeoisie, la presse bourgeoise se jette de toutes ses forces dans le conflit. Nous savons d’avance ce qu’elle dira — elle est d’une stéréotypie navrante –, nous y sommes tout à fait prêts, et cette fois-ci c’est nous qui n’en tiendrons aucun compte.

Comme en 1995, comme en 2005 avec le Traité constitutionnel européen (TCE), comme en 2016 avec la loi Travail, comme depuis 2018 avec la suite continue des agressions Macron, comme dans toutes les grandes occasions où son pouvoir est contesté, la bourgeoisie resserre les rangs autour de sa presse. C’est qu’il ne faut pas laisser croître l’idée que de la légitimité et du pouvoir informel pourraient exister hors des institutions et de leurs procédures puisque les institutions et les procédures lui garantissent le pouvoir formel. Comme l’histoire l’a abondamment montré, la bourgeoisie est prête à maintenir l’exclusivité du procéduralisme légal jusqu’au bout du bout pourvu que ses intérêts s’y retrouvent. Hitler est élu « démocratiquement » et Pétain reçoit les pleins pouvoirs « dans les formes ». Étant légal, tout ce qui s’en est suivi ne devait-il pas être considéré comme légitime ? Voilà où conduit immanquablement le fanatisme de l’ordre légal livré à lui-même sans aucun principe régulateur externe. En 1940, De Gaulle est un hooligan, un Black Bloc à képi — un terroriste.

Un autre usage de la liberté

Il n’est pas besoin d’en arriver à ces cas maximaux pour voir de quoi il y va vraiment dans le suffrage, plus encore dans les conditions de son organisation bourgeoise, c’est-à-dire sous la conduite de la presse bourgeoise, par excellence machine d’abrutissement et d’annulation de toute politique réelle. Preuve en a encore été donnée avec les scrutins de 2022, dont il n’aura échappé à personne qu’ils ont méthodiquement effacé les questions les plus urgentes du moment, celles de l’effondrement des services publics, de la catastrophe climatique… et des retraites, dont le resurgissement aujourd’hui a tout d’une némésis (et d’une accusation). La campagne n’a été qu’un gigantesque faux-semblant, un flot continu d’inanité médiatique commentant le vide, ne parlant jamais du plein, ou n’en parlant qu’en des termes si superficiels et bêtes qu’il ne pouvait rien en sortir que de superficiel et bête. La dernière fois qu’une campagne a donné lieu à de la politique *réelle*, c’était la campagne référendaire du TCE en 2005. Là, la politique était partout. Dans une présidentielle ou une législative, elle n’est nulle part.

Logiquement, la politique déniée ici est vouée tôt ou tard à resurgir là, mais, tout aussi logiquement, dans des formes qui ne seront pas les mêmes « là » qu’« ici ». Comment, lorsqu’elle se réveille, la politique réelle ne se déverserait-elle pas ailleurs que là où elle est barrée ? C’est-à-dire dans la rue, devenue, par défaut, le lieu réel de la politique réelle. Nous y sommes. A plus forte raison en un moment où le passif des gouvernants séparés est devenu astronomique, et qu’il va bien falloir l’apurer *d’une manière ou d’une autre*. Et puisque nous voilà rendus en ce point où les comptes sont à régler, il n’est pas jusqu’à l’idée de renvoyer Macron au Touquet qui ne puisse entrer dans le périmètre de la légitimité en cours de redéfinition, au grand scandale du parti des « institutions ». C’est qu’en faisant outrageusement la politique de sa clientèle fortunée ultra-minoritaire, Macron s’est assis – pour la deuxième fois ! – sur les circonstances exceptionnelles de son élection. De ces circonstances avait émergé un contrat de légitimité particulier, implicite, mais parfaitement clair. Un contrat que lui-même avait reconnu en admettant qu’il l’*« obligeait »*. Comme d’habitude, l’« obligation » n’était qu’un mot en l’air, en attente d’être remplacé par un autre. Les faits n’en sont pas moins là : c’est Macron lui-même qui, à deux reprises, aura feint de croire que son mandat était complet et déchiré le contrat imposé par ses élections boiteuses. Pourquoi, dans ces conditions, nous tiendrions-nous à un contrat que l’autre partie a foulé aux pieds, et quel principe pourrait nous interdire de le dénoncer à notre tour ? Nous n’avons aucunement à attendre 2027. Il n’est en rien contraire à la légitimité de revendiquer que Macron accompagne dès maintenant son projet de réforme aux poubelles de l’histoire.

Mais plus profondément encore, il se joue autre chose dans ces moments merveilleux qui font l’abomination de la bourgeoisie et de sa presse, quelque chose de plus essentiel, qui est de l’ordre de la redécouverte de la liberté. Dans le *Contrat social*, Rousseau, il y a deux siècles et demi, a déjà tout vu, tout compris : *«Le peuple anglais pense être libre ; il se trompe fort. Il ne l’est que durant l’élection des membres du parlement ; sitôt qu’ils sont élus, il est esclave, il n’est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l’usage qu’il en fait mérite bien qu’il la perde ».*  Nous en avons soupé de notre propre bêtise, nous en avons soupé d’être «rien» et d’être «esclaves». Cette fois-ci nous allons faire un autre usage de la liberté.

**L’amour des chiens**

*Glané sur le net par* ***Mourad Karabagli***

****

**Penser pour l’après-7 mars 2023 : les débats indispensables à mener !**

*Par* ***Evariste***

L’analyse des remontées département par département que nous avons pu consulter et les différentes cartes interactives (du type  https://stop64ans.gogocarto.fr/) montrent que le 7 mars 2023 a connu la plus forte mobilisation sociale française depuis le tournant néolibéral du troisième gouvernement Mauroy en 1983. Nous nous risquons à un chiffrage crédible de 2,5 à 3 millions de manifestants, sans compter ceux qui ont développé des actions de blocages des flux ici et là. Il convient donc d’analyser et de débattre sérieusement de ce réel pour ensuite voir ce qu’il faudrait améliorer en termes de ligne stratégique pour pouvoir déterminer nos tâches locales et générales.

La mobilisation la plus notoire a été celle du privé et particulièrement de l’industrie privée. Mais dans ces secteurs, les revendications ne s’arrêtent pas à la question des retraites. Par exemple, dans l’agroalimentaire, la liaison se fait avec les conditions de travail et les salaires. Dans l’automobile, avec l’emploi et les salaires. Dans la métallurgie, avec une revendication contre la nouvelle convention collective qui doit démarrer en 2024. Cela a même bougé chez Amazon. En ce qui concerne la jeunesse, la mobilisation a surtout été celle de la jeunesse ouvrière et employée et des couches moyennes précarisées. En termes de territoires, si la mobilisation a augmenté dans les villes centres, ce sont bien les zones périphériques et rurales qui ont donné de grands surplus dans les manifestations des petites et moyennes villes de province. À noter que c’est dans ces zones que le mouvement des gilets jaunes s’était le plus largement développé. Les fédérations mines-énergie (EDF, IEG, etc.) ont lancé des actions depuis le 2 mars 2023 avec mises en sobriété énergétique, mises à l’arrêt et opérations Robin des bois. Dans l’industrie chimique (dont les raffineries), 2/3 de grévistes et blocage des sorties de toutes les raffineries depuis le 6 mars au soir. Des reconductibles ont été lancées à la SNCF, RATP, Céramique, Ports et docks, etc. Les opérations de blocage des flux ont été prises ici et là sans aucun dispositif centralisé.

L’intersyndicale a ensuite décidé de remettre le couvert le samedi 11 mars et prévoit déjà une mobilisation le jour de la réunion de la commission mixte paritaire, probablement le mercredi 15 mars. L’intersyndicale se réunira le soir du 15 mars pour proposer une suite au mouvement social. Reste que le vote final à l’Assemblée nationale, sur les résultats de la commission paritaire, n’est pas acquis pour Macron et que le Conseil constitutionnel a des possibilités d’intervention tant l’extrême centre macroniste a instrumentalisé la Constitution de façon peu orthodoxe ! L’ombre portée du mouvement social des retraites peut donc nous réserver des surprises. Puissent le Rassemblement national et l’union des droites ne pas triompher in fine ! Voilà pourquoi il faut continuer le mouvement social, mais en même temps développer des débats stratégiques.

**Éléments de ligne stratégique à mettre en débat**

Ce qui vient d’être indiqué devrait suffire à pousser les militants et les citoyens mobilisés à engager de nombreux débats pour améliorer notre ligne stratégique. Sans faire de liste exhaustive, on peut esquisser les contenus prioritaires à mettre en discussion. Si l’intersyndicale unie a été un facteur positif de la mobilisation dont il faut se louer, le manque de centralité de la lutte et surtout le manque de lien dialectique entre cette centralité et les responsables locaux ont limité la possibilité d’une lutte de masse généralisée. Le manque de centralité de la lutte et surtout le manque de lien dialectique entre cette centralité et les responsables locaux ont limité la possibilité d’une lutte de masse généralisée. Ce mouvement a posé la question de la restructuration et de la recomposition du syndicalisme afin de n’avoir que le nombre nécessaire d’organisations syndicales correspondant à de fortes divergences stratégiques, et non cette prolifération d’organisations dans laquelle l’hétérogénéité de chacune d’entre elles se surajoute aux différences entre organisations.

Autre sujet surgi dans cette séquence, la sous-estimation de la radicalisation de l’extrême centre macroniste. Tout simplement parce que le dispositif Macron n’a pas été analysé comme cela devrait être. Nous sommes dans la troisième phase du capitalisme néolibéral : développement du capital fictif de la spéculation financière – à partir de 1983 pour la France –, passages en force depuis la crise de 2008 et maintenant le tournant géopolitique que certains appellent la néoféodalisation du monde. Tout cela parce que la radicalisation des classes possédantes devient indispensable pour que ces dernières maintiennent le taux de profit du capitalisme actuel dans lequel elles ont le pouvoir. D’où, par exemple, la vraie raison du projet de réforme des retraites de l’extrême centre : il s’agit d’allonger la durée du travail et de baisser salaires directs, socialisés et pensions de retraite.

À noter que le camp du capital est de plus en plus unifié et que ses appareils idéologiques sont de plus en plus efficaces. Et plus cela va, plus le couple extrême centre-Rassemblement national est puissant lors des périodes électorales, la gauche étant divisée face à ce couple lorsqu’elle arrive en troisième position au premier tour… ce qui permet à l’extrême centre de conserver le pouvoir même en période de recul. Et cette division à gauche est accentuée par le soutien de l’extrême centre et d’une partie de la gauche au développement de la religion woke dans les médias et universités françaises. Or la racialisation de la question sociale organisée par les wokes empêche la fédération du peuple, qui ne peut s’effectuer que par une globalisation de tous les combats (sociaux, laïques, démocratiques, féministes, antiracistes, écologiques) sous le primat de la question sociale. Nous voyons bien là que pour contourner ce piège, il faut que la gauche unie arrive en tête d’un premier tour et pour cela constituer le bloc historique populaire dont nous allons reparler ci-dessous.

Ce mouvement social de 2023 a par contre réglé le problème de la direction de la lutte de masse entre organisations politiques et syndicales au profit de ces dernières. La comparaison des mobilisations du 19 janvier dernier avec la marche parisienne de la LFI-NUPES du 21 janvier a définitivement réglé ce point(1). Mais elle a montré que les partis politiques de gauche, dont l’objet devrait plutôt être d’œuvrer à la formation d’un bloc historique populaire gramscien, n’ont que peu travaillé cette question. Car il faut unir la classe populaire ouvrière et employée, mais aussi les couches moyennes prolétarisées et précarisées. Sans oublier la partie de la bourgeoisie intellectuelle qui résiste à la religion woke malgré l’appui que lui apportent les médias dominants et une partie importante de l’université.

**Repenser la sphère de constitution des libertés (école, universités, recherche, services publics, Sécurité sociale)**

Le mouvement social actuel sur les retraites qui est un pilier de la future sphère de constitution des libertés nous montre que nous devons nous mettre au niveau des enjeux par la formation des militants et des élus (y compris des parlementaires !) et de l’éducation populaire refondée pour tous les citoyens qui le souhaitent. Dans les dizaines de formations que nous avons animées depuis le début de l’année 2023, à la demande de structures politiques, associatives ou syndicales ou dans des MJC et centres sociaux, ce manque de travail de formation et d’éducation populaire saute aux yeux. Notamment, quand on remarque l’influence de certains éléments de l’hégémonie culturelle bourgeoise sur des militants réputés radicalisés. Sans un effort particulier en ce domaine, l’extension de la lutte de masse restera problématique. Et sans lutte de masse encore plus intense, nous ne serons pas à la hauteur de la radicalisation des « élites » possédantes et de leur actuel extrême centre.

La surmobilisation de la classe ouvrière et employée et des couches moyennes précarisées – en particulier des zones périphériques et rurales – pose le problème de la désertification militante dans ces catégories et territoires. Elle devrait aussi interroger la multiplication des structures politiques groupusculaires qui n’existent que dans les villes centres et leurs banlieues et qui stérilisent de nombreux militants formés qui seraient bien plus efficaces dans une lutte de masse qu’ils ne pratiquent plus.

**Remettre au centre démocratie sociale et sens du travail**

La gauche politique et syndicale est en retard sur la prise en compte du concept de travail. De ce point de vue, il convient de poursuivre le travail initié par Bruno Trentin à la fin du siècle dernier sur le développement du couple travail et démocratie, sur les nouveaux sens du travail, de la lutte contre le fordisme, le taylorisme, etc. Il nous faut passer d’un mouvement défensif contre une dystopie souhaitée par l’extrême centre et le capital à un mouvement offensif en faveur d’un projet d’émancipation sociale. Cela passe par une unification d’un bloc historique populaire sur un projet politique concret. Et ce projet politique concret demande de reprendre le chemin de refondation du travail à partir de là ou Bruno Trentin l’a amené.

Par ailleurs, il faut de plus en finir avec le principe de la grève par procuration uniquement soutenue par l’opinion publique, car elle n’est plus suffisante face à la radicalisation de la bourgeoisie. Il faut, par une lutte contre l’hégémonie culturelle bourgeoise, créer les conditions d’une grève de masse interprofessionnelle de toutes et tous. Il faut aussi comprendre que le parlement n’est pas le lieu central de la contestation et que « le bruit et la fureur » de certains députés de gauche ne servent pas les intérêts du grand nombre. Il serait préférable de pratiquer des amendements ciblés et de revenir à la tradition jacobine de fédérer le peuple autour d’un projet démocratique qui ne soit pas qu’un simple programme de mesures. Nous restons à la disposition de ceux qui voudront en débattre dans les différents points de l’hexagone et des outre-mer !

*Article publié dans Respublica https://www.gaucherepublicaine.org*

La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

Responsable de la publication : Jean-Luc Gonneau

Rédaction en chef : João Silveirinho

Éditorialistes : Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, Conception : Jean-Christophe Frachet, Jancry Humeurs : Mick et Paule, Grande Reportère : Florence Bray.

Adresse et abonnement : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers Courriel : redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de la Gauche Cactus…et de l’humour en plus !